



Rouen

PUBLIE LE - 5 JAN. 2026

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

\*\*\*

**30 ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE A MONSIEUR LE MAIRE****PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVY, Mme Laura SLIMANI (représentée par Mme Françoise LESCONNÉC jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 44), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, M. Sileymane SOW (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN après son départ de la séance à 16 h 50), Mme Elizabeth LABAYE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY après son départ de la séance à 18 h), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZUILI (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ après son départ de la séance à 17 h 39), Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Elizabeth LABAYE pendant son absence de 15 h 16 à 16 h 58), M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO (représenté par M. Mohamed BERBRA après son départ de la séance à 17 h 39), M. Jean DE BEIR (représenté par Mme Amèle MANSOURI après son départ de la séance à 17 h 30), M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNÉC, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET après son départ de la séance à 17 h 56), Mme Marie FOUQUET (représentée par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 03), Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT, M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par M. Kalminthe GOMIS après son départ de la séance à 18 h 16), M. Thibaut DROUET (représenté par M. Yves SORET après son départ de la séance à 15 h 52), Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas LEVARAY (représenté par Mme Laura SLIMANI après son départ de la séance à 17 h), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Bruno DEVAUX (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 25), Mme Hayet ZERGUI, Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 18 h 05), Mme Marie BERRUBÉ (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 26), Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

**REPRESNTES** : Mme Fatima EL KHILI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Cyrille MOREAU), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée M. Jean DE BEIR jusqu'à 17 h 30), M. Pierre-Antoine PRIMONT (représenté par Mme Marie BERRUBÉ jusqu'à 18 h 26).

**ABSENTS** : M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.



**VILLE DE ROUEN**

**CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 18 DECEMBRE 2025**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

\*\*\*

**30 ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE A MONSIEUR LE MAIRE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 16 novembre dernier, un individu a appelé plusieurs fois la police nationale et a proféré des menaces de mort à l'encontre de M. le Maire. Ce dernier a déposé plainte. Une audience doit avoir lieu au tribunal judiciaire de Rouen le 16 mars 2026.

Par courrier du 4 décembre 2025 reçu le même jour, M. le Maire a demandé à bénéficier de la protection fonctionnelle au titre des menaces qu'il a reçues.

La loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux a prévu une procédure d'octroi automatique de la protection fonctionnelle quand il est victime de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions. En application de l'article L.2123-35 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), la commune est tenue de lui accorder sa protection.

Le 5 décembre 2025, le courrier de M. le Maire a été transmis au préfet et les conseillers municipaux ont été informés de cette demande.

Aussi, je vous informe que M. le Maire bénéficie automatiquement de la protection fonctionnelle depuis le 10 décembre 2025.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de Mme Caroline DUTARTE, Adjointe,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2123-35,

- La loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux,

- La plainte déposée par M. le Maire le 17 novembre 2025,

- Le courrier de demande de protection fonctionnelle du 4 décembre 2025 transmis au préfet le 5 décembre 2025,

- L'information donnée aux conseillers municipaux.

CONSIDERANT :

- Que M. le Maire a été victime de menaces de mort proférées à son encontre le 16 novembre dernier,

- Que M. le Maire a déposé plainte et a demandé l'octroi de la protection fonctionnelle,

- Que la Ville est tenue de lui accorder sa protection,



- Que le 5 décembre 2025, sa demande a été transmise au préfet et les conseillers municipaux en ont été informés,

- Qu'en application de l'article L.2123-35 du code général des collectivités territoriales, M. le Maire bénéficie automatiquement de la protection fonctionnelle à compter du 10 décembre 2025.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- prend acte de l'attribution de la protection fonctionnelle à M. le Maire à compter du 10 décembre 2025 au titre des menaces de mort proférées à son encontre le 16 novembre dernier.

Le Conseil Municipal prend acte à 18 h 25  
de l'attribution de la protection fonctionnelle à M. le Maire  
à compter du 10 décembre 2025 au titre  
des menaces de mort proférées à son encontre le 16 novembre dernier.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,  
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



*M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.*

*De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.*

076-217605401-20251230-30D-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025  
Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

